

Espagne

7^e congrès des Commissions ouvrières : le changement dans la continuité

Catherine VINCENT

Avec une politique syndicale où le dialogue social prime sur l'affrontement, reconnues par le gouvernement et l'organisation patronale, la CEOE, au travers de la conclusion de nombreux accords interprofessionnels, les Commissions ouvrières (CCOO) sont désormais le premier syndicat espagnol devant l'UGT. C'est le bilan plutôt avantageux qu'a présenté Antonio Gutiérrez, le secrétaire général sortant, devant le millier de délégués réunis à Madrid du 12 au 15 avril 2000 pour le 7^e congrès confédéral de cette organisation. L'événement principal du congrès a été le changement de secrétaire général, Gutiérrez cédant la place à l'issue des trois mandats qui lui étaient statutairement possibles. Son dauphin officiel, José María Fidalgo, élu avec 72 % des voix des congressistes, dispose de l'assise nécessaire pour continuer l'orientation pragmatique que se sont données les CCOO depuis leur dernier congrès de 1996¹.

Un bilan positif de la stratégie de dialogue social

Ce 7^e congrès est en effet celui de la confirmation du tournant vers un syndicalisme pragmatique opéré il y a 4 ans. En prenant en 1987 la relève de Marcelino Camacho – ancien combattant communiste de la guerre civile et un des fondateurs des CCOO qu'il avait dirigées depuis le début de la transition – Antonio Gutiérrez a dans un premier temps perpétué la stratégie d'opposition ferme à la politique gouvernementale. Alors que depuis la transition démocratique l'UGT a pratiqué une politique de pactes sociaux avec le pouvoir, les CCOO s'appuient sur la mobilisation des travailleurs. Depuis 1987, l'UGT a rejoint sa rivale et pratique avec elle l'unité d'action contre la dérégulation du marché du travail menée par le gouvernement de Felipe González. En 8 ans, les deux centrales syndicales organiseront trois grèves générales contre les

1 Cf. Catherine Vincent, « Le 6^e congrès des Commissions Ouvrières », *Chronique Internationale de l'IRES*, 39, mars 1996, pp. 18-21.

ESPAGNE

projets du pouvoir et le niveau de conflictualité dans les entreprises aura été l'un des plus élevés d'Europe. La mobilisation contre la réforme du marché du travail n'a pourtant pas empêché en 1994 l'adoption de mesures législatives très dérégulatrices. La majorité de la direction des CCOO a analysé cet échec comme la preuve que l'affrontement central et global contre le gouvernement ne permettait plus de s'opposer aux réformes néolibérales. Il lui a semblé plus fructueux pour les salariés de chercher à pallier les effets de cette dérégulation au travers de la négociation directe avec le patronat et donc en trouvant un nouvel équilibre entre négociation et conflit. Cette nouvelle politique syndicale où le dialogue prime sur l'affrontement a été renforcée par la politique d'ouverture au dialogue social manifestée dès son arrivée au pouvoir par le gouvernement du parti populaire.

Dans son discours d'ouverture du 7^e congrès, Gutiérrez a résumé ainsi son projet syndical : « *Depuis 4 ans, nous nous sommes dotés d'un modèle de négociation sans attendre que le gouvernement nous convoque et nous avons élaboré de manière autonome des pactes aux résultats raisonnablement positifs* ».

Le syndicat a ainsi signé des accords importants sur les retraites (Pacte de Tolède en février 1995, révisé en octobre 1996), sur la médiation dans les conflits du travail (janvier 1996), sur la santé au travail... L'exemple le plus positif est donné par l'accord interprofessionnel sur la stabilité de l'emploi, signé en 1997, dont le contenu a consisté en un échange entre une plus grande flexibilité au travers de la baisse du coût des licenciements et une lutte contre la précarité de l'emploi.

L'adoption de cette ligne de dialogue social permanent avait déclenché lors du dernier congrès des convulsions importantes au sein des CCOO, qui s'étaient traduites par une rupture entre la majorité de la direction et le courant dit critique conduit par Agustín Moreno. Depuis, le syndicat n'a pas surmonté ses divisions internes même si le courant critique a vu son audience baisser. Cette perte d'influence, attribuée par les critiques aux pratiques anti-démocratiques de la majorité de la direction, est certainement liée à l'évolution positive qu'a connue le syndicat.

Avec 800 000 adhérents et presque 38 % des voix aux élections professionnelles, les CCOO ont consolidé leur place

**Résultats des dernières élections professionnelles
(pourcentage des voix)**

	1995	1999
CCOO	37,72%	37,68%
UGT	35,27%	36,76%

Source : CCOO¹

1 Pour mettre un terme à la « guerre des chiffres » qui les avaient opposées violemment au début des années 90, les deux principales organisations syndicales espagnoles, l'UGT et les CCOO, ont conclu un « pacte du silence » qui interdit toute proclamation officielle des résultats des élections professionnelles. Le ministère du Travail ne publie donc pas de résultats officiels pour des élections qui se déroulent en continu dans les entreprises, les seules sources sont d'origine syndicale.

de première force syndicale. Cependant, l'UGT a réduit la distance qui séparait les deux organisations. Les résultats des élections professionnelles qui se sont déroulées dans 4000 entreprises depuis 18 mois ne donnent plus qu'un point d'avance aux CCOO contre 2,5 % en 1995. Les deux syndicats totalisent plus de 74 % des délégués, soit 1,45 % de plus qu'en 1995, confirmant ainsi les caractéristiques spécifiques du syndicalisme espagnol, à savoir un faible taux de syndicalisation mais une représentation dans l'entreprise fortement syndiquée et centrée sur les deux grandes confédérations historiques¹

Un congrès sans grande surprise

A l'ouverture du congrès, le nom du prochain secrétaire général et son orientation étaient déjà connus avec certitude. La majorité de la direction s'est en effet présentée unie sur un seul candidat. La préparation du congrès l'avait pourtant vu se diviser autour de la désignation du successeur officiel de Gutiérrez. Après la floraison de plusieurs candidatures assez rapidement retirées, seules deux personnalités restaient en lice à l'automne dernier : José María Fidalgo, secrétaire à la politique institutionnelle et candidat soutenu par le secrétaire général sortant ; Ignacio Fernández Toxo, secrétaire général de la fédération de la métallurgie. L'opposition entre les deux hommes ne portait pas sur le fond de la politique syndicale des CCOO mais sur le choix des organes de décision futurs du syndicat et sur leur caractère plus ou moins centralisé. Toxo soutenait la demande des fédérations des branches industrielles et des

unions territoriales d'avoir une plus grande participation aux décisions stratégiques du syndicat et plus d'informations sur le processus de dialogue social. Le renforcement de leur pouvoir serait passé par la création d'une nouvelle instance décisionnelle composée de représentants des fédérations et des unions territoriales, à côté du conseil confédéral, l'actuel organe suprême de décision entre deux congrès. Le secrétaire général sortant souhaitait quant à lui cantonner cette instance dans un rôle consultatif. La volonté de ne pas arriver divisée au congrès a poussé la majorité à trouver un compromis en son sein. Dès novembre 1999, elle s'est unifiée autour de la proposition de création d'un comité confédéral entre le conseil confédéral (le « parlement du syndicat ») et le comité exécutif (son « gouvernement »). Il s'agira d'un organe d'appui à la direction qui aura cependant la capacité d'aborder les questions les plus importantes. Le comité sera composé de représentants des fédérations et des unions territoriales ainsi que des membres de l'exécutif s'étant vu attribuer une responsabilité déterminée, ce qui exclut les dirigeants du secteur critique. Sur la base de cet accord, Toxo a retiré sa candidature au profit de Fidalgo.

Pendant une heure et demie, Gutiérrez a prononcé son dernier discours général au contenu très politique où il a cherché à répondre aux critiques qui l'accusent d'avoir fait preuve de complaisance vis-à-vis du gouvernement de droite. Un certain nombre de commentateurs et de syndicalistes, au sein de l'opposition interne aux CCOO principalement, ont pu reprocher à Gutiérrez d'avoir, par sa politique de dialogue social avec le gouverne-

1 Cf. Catherine Vincent, « Elections syndicales : maintien de la position dominante de l'UGT et des CCOO », *Chronique Internationale de l'IRES*, 35, juillet 1995, pp. 20-22.

ESPAGNE

ment, donné une image positive de la politique sociale d'Aznar ce qui aurait favorisé la victoire électorale remportée par le PP en mars ¹. Gutiérrez a rappelé que le parti populaire avait bénéficié dans la dernière législature d'une conjoncture économique particulièrement favorable. Par ailleurs, ce parti n'ayant alors pas la majorité absolue, il avait dû chercher un appui parlementaire auprès de partis plus centristes et n'avait pu mener une politique sociale trop libérale. Il en a conclu que « bien que le fond de sa politique soit de droite plutôt que centriste, il n'y a pas eu d'agressions équivalentes à celles qu'ont représentées la réforme des retraites de 85, la réduction de la protection contre le chômage de 92 ou la réforme du marché du travail de 94. » Le secrétaire général sortant a cependant alerté contre les risques de fracture sociale sur le marché du travail, fracture liée aux inégalités entre régions.

Il a aussi dénoncé le règne de la pensée unique et de la domination financière qui répandent la confusion idéologique et aboutissent à « des politiques interchangeables entre la droite et la gauche. » Pour finir, il a appelé le parti populaire à ne pas profiter de sa majorité absolue pour rendre plus flexible le marché du travail sans contrepartie en terme de stabilité, notamment pour ce qui concerne le coût des licenciements.

Ses adieux après douze années passées à la tête du syndicat ont suscité beaucoup d'émotion mais aussi un certain malaise allant au-delà du courant critique. Les membres majoritaires de la direction ont été choqués par le caractère très centralisateur de la vision de l'Espagne pré-

sentée par Gutiérrez. Mais ce sont, sans surprise, des rangs critiques que sont venues les attaques les plus dures. Leur leader, Agustín Moreno, a proposé un tournant syndical à gauche renouant avec la tradition « de syndicat de classe » des Commissions. Il souhaite reconstruire un syndicat qui impulse des luttes, les unifie sur la base de la démocratie ouvrière dans les assemblées et se donne des perspectives politiques. C'est surtout sur le terrain de la démocratie interne au syndicat qu'il a situé ses attaques en dénonçant l'incapacité de la direction sortante à gérer les pluralités d'opinions.

Depuis le précédent congrès, la minorité a été systématiquement écartée des lieux de décisions du syndicat et ses membres élus au comité exécutif ne se sont jamais vu attribuer de fonctions. La liste qu'elle présentait pour l'élection du comité exécutif a recueilli 28 % des voix contre 33 % en 1996. Le courant critique est plus fortement implanté dans le secteur de la santé (32 %), dans la métallurgie (25 %), les banques (31 %), mais surtout chez les retraités où il représente 70 % des voix.

Moreno a cependant plaidé pour que la paix soit faite entre les deux courants et qu'une direction d'intégration soit mise en place. Dans son discours de conclusion, le secrétaire général nouvellement élu, José María Fidalgo, a donné quelques signes de détente vis-à-vis de l'opposition. Pour l'instant, ces intentions ne se sont pas concrétisées dans une ouverture des instances de direction aux critiques. Les sept membres de ce courant élus au comité exécutif n'y ont toujours pas d'attributions.

1 Aux dernières élections législatives du 12 mars 2000, le parti populaire a remporté la majorité absolue des députés au Parlement et n'a donc plus besoin, comme sous la précédente législature, du soutien des partis nationalistes de centre droit.

Un syndicat indépendant

La nouvelle équipe de direction qui passe de 20 à 25 membres comprend plus d'universitaires et de professionnels des nouveaux secteurs des services que la précédente et une moindre présence de représentants de la métallurgie et de la construction. Toxo, le dauphin malheureux issu de la métallurgie, a refusé de participer à la nouvelle instance malgré les nombreux appels de Fidalgo. Pour la première fois, des membres de la direction n'ont jamais appartenu au PCE. Ce congrès marque la conclusion d'un mouvement d'indépendance du syndicat par rapport au parti communiste, entamé également il y a 4 ans. Les relations entretenues entre le PCE et les CCOO n'ont jamais été aussi fortes que celles que l'on trouve dans d'autres pays européens. Cela tient largement à la faiblesse et à l'éclatement du mouvement communiste espagnol depuis la mort de Franco¹. L'indépendance de l'organisation syndicale par rapport au PCE semble désormais irréversible. Pour la première fois, le nom du secrétaire général n'a pas été décidé dans les instances dirigeantes de ce parti mais au sein de l'organisation syndicale. Le nouveau secrétaire général, âgé de 52 ans, n'a pas lui-même de passé de militant politique. C'est pourtant un vétéran des CCOO qu'il a rejointes en 1977. Ancien chirurgien, il a fait ses armes de syndicaliste en participant, en 1974, à une longue grève des médecins, ce qui lui a valu d'être licencié. Cet intellectuel un

peu distant est responsable de la politique institutionnelle depuis 12 ans. Fidèle de Gutiérrez, qualifié de droitier par ses adversaires, il se propose de poursuivre l'orientation de dialogue social.

Des perspectives revendicatives basées sur l'unité syndicale

En terme d'organisation, les débats du congrès ont insisté sur la question de la syndicalisation dans les PME. Malgré une augmentation de 8,5 % des adhérents en 4 ans, les CCOO restent peu implantées dans ces structures qui représentent pas loin de 90 % des entreprises. Comme pour leurs partenaires syndicaux européens, leur implantation dans ces entreprises sera le problème majeur dans les années à venir. La question de l'adhésion des femmes et des jeunes a également été soulevée.

Les priorités d'action syndicale abordées par le nouveau secrétaire général dans son discours de clôture sont au nombre de trois et seront développées de manière unitaire avec l'UGT. Il s'agit d'abord de la lutte contre la précarité. Ce principal dysfonctionnement du marché du travail espagnol doit être combattu par la renégociation de l'accord de 1997 avec le patronat. Le gouvernement est cependant appelé à intervenir par des mesures incitatives. La deuxième priorité, la réduction du temps de travail, est également envisagée en combinant une intervention législative de cadrage et d'incitation et la négociation collective, cette fois-ci au ni-

1 Au sortir du franquisme, le PCE dirigé par Santiago Carillo est l'un des partis dits eurocommunistes. Dès 1981, on assiste au retour d'une orientation plus pro-soviétique. A partir de 1982, avec le retrait de Carillo, ce parti sera miné par l'affrontement de nombreuses fractions et par plusieurs scissions. La Izquierda Unida (IU) est créée en 1982 à l'initiative du PCE comme front électoral s'opposant à la politique du gouvernement socialiste. Le PCE en est l'élément central. Malgré une tentative d'unité tardive avec le PSOE juste avant les dernières élections législatives, IU n'a pu endiguer son déclin.

ESPAGNE

veau des entreprises. La santé et la sécurité au travail sont le troisième thème d'action de l'organisation. Pour les CCOO, le nombre d'accidents du travail, très supérieur à la moyenne européenne, demande une intervention particulière.

Deux autres questions font l'objet de projets d'intervention des CCOO. Il s'agit d'abord du renforcement de la protection contre le chômage. Le taux de couverture actuel, d'environ 50 % des chômeurs, est jugé insupportablement bas par les syndicats. Enfin, les CCOO entendent s'inscrire dans la renégociation, à la fin de l'année, du Pacte de Tolède sur les retraites. Outre la revalorisation des pensions minimales, elles proposeront la généralisation du droit à la retraite anticipée, c'est-à-dire entre 60 et 65 ans. Pour l'instant, ce droit est limité aux travailleurs qui ont commencé à cotiser avant 1967. La difficulté réside dans le coût de cette mesure.

Ces chantiers communs avec l'UGT ont servi de base à la mobilisation du premier mai. Parallèlement, le Premier ministre a rencontré les partenaires sociaux pour leur proposer de poursuivre la politique de dialogue social avec le gouvernement. Il s'est engagé à ne pas imposer la réduction du coût des licenciements réclamée par le patronat. Le maintien de l'orientation des CCOO fondée sur le dialogue social dépend tout autant de la capacité de son nouveau secrétaire d'obtenir du patronat et du gouvernement des garanties de plus grande stabilité dans l'emploi pour les salariés et d'imposer au sein de son organisation syndicale la flexibilité concédée en contrepartie.

Sources :

Le Pais.

Gazeta Sindical.

Documents du 7^e congrès.